

**N PROTOCOLE D'ACCORD**

Vu pour être annexé à la décision du Bureau n° 2020-090 DB  
du 5 novembre 2020, le Président

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE** (ci après nommée **CASVL**) se substitue à la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR LOIRE DEVELOPPEMENT** dans tous ses droits et obligations à la suite de l'arrêté du Préfet de Maine-et-Loire n°DRCL/ BSFL/2016-179 du 16 décembre 2016.

ayant son siège 11 rue du Maréchal Leclerc CS 54030 - 49408 SAUMUR CEDEX, agissant poursuites et diligences de son Président domicilié en cette qualité audit siège, et autorisé par décision DB n°

du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire du .....

Et

**VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT** (ci après nommé **VCT**), SAS immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le n° 410 335 855 dont le siège social est 61 avenue Jules Quentin 92 000 NANTERRE et pris en son établissement sis Anjou Actiparc Saint Jean 2, rue Yves Constantin 49330 CHATEAUNEUF SUR SARTHE représentée par son représentant légal domicilié es-qualité audit siège.

**1° EXPOSE PRELIMINAIRE**

Pour répondre à des obligations réglementaires sur la continuité piscicole, la Communauté d'Agglomération « SAUMUR LOIRE DEVELOPPEMENT » a entrepris en 2016 des travaux sur les barrages.

Sur le barrage de Rimodan, les travaux ont été confiée à l'entreprise VCT, sous maîtrise d'oeuvre du bureau d'études BURGEAP et sous le contrôle technique du bureau Veritas.

Le 19 septembre 2016, un ordre de service était adressé à l'entreprise VCT pour lui donner ordre de commencer le chantier. Le 20 octobre 2016 à 9h20 une chambre à contrepoids s'affaisse et se désolidarise du corps de digue. Le 21 octobre 2016 un ordre de service d'interruption du chantier est adressé à l'entreprise VCT.

A la suite d'une expertise, les parties décident de signer un premier protocole transactionnel en septembre 2018, pour une prise en charge des travaux de réparation forfaitaire et définitive de 194 692,17 € TTC répartie de la façon suivante :

- VCT 80 % soit 155 753,74 €
- SA Burgeap 13 % soit 25 309,98 €
- Bureau Veritas construction 7 % soit 13 628,45 €

## PROJET

Du 21/10/2016 au 31/08/2018, du matériel fut immobilisé sur le chantier. Des demandes répétées de prise en charge des frais d'immobilisation ont été formulées par l'entreprise VCT. Ces frais ont été estimés par VCT à 93 792 € HT, qui précise qu'une partie du matériel mobilisé sur le chantier est d'origine externe et l'autre d'origine interne. Dans la continuité du protocole transactionnel signé entre les parties en septembre 2018, la société VCT accepte la prise en charge d'une partie des immobilisations, ainsi que des coûts de gardiennage et de gestion, néanmoins elle demande également une prise en charge par la CASVL, en application de l'article 3.8.2 du CCAG 2009. Dans ce contexte les parties se sont réunies le 16 septembre 2020 pour discuter de la prise en charge de ces immobilisations dans la perspective d'une issue transactionnelle.

### **2° IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV**

#### **Article 1 : sur la répartition des frais de VCT pour la période du 21/10/2016 au 31/08/2018**

Les parties se sont mises d'accord sur la prise en charge des frais d'immobilisations, de surveillance, de gardiennage et de gestion de la procédure pour la période du 21/10/2016 au 31/08/2018 dans les termes suivants et strictement dans la perspective d'une issue transactionnelle :

VCT	<b>73,35 % soit 82 550,4 € TTC</b>
CASVL	<b>26,65 % soit 30 000 € TTC</b>

#### **Article 2 : conditions d'exécution**

Les sommes seront réglées en un temps :

- à réception du décompte général définitif de VCT à la CASVL

#### **Article 3 : désistement d'instance et d'action**

Les parties reconnaissent que plus aucune contestation ne les oppose et qu'elles ont mis fin à leurs différends.

Le présent accord, intervenu librement après négociation et sans valoir reconnaissance par chacune des parties du bien-fondé des prétentions de l'autre, vaut donc transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil.

En conséquence, et sous réserve de la parfaite exécution du présent accord, cette transaction règle définitivement entre les parties tous litiges nés ou à naître relatifs à l'objet des présentes.

La signature du protocole emporte le désistement d'instance et d'action réciproque, chacune des parties se déclarant remplies de ses droits et renonçant à tous droits, actions et prétentions.

Conformément à l'article 2052 du Code Civil, le présent accord aura entre les parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué pour cause d'erreur de droit ni pour lésion.

**Article 4 : Formalisme**

Le présent protocole est établi en QUATRE exemplaires originaux (dont trois revenant à la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE), de 3 pages chacun.

Toute rature, rajout ou suppression des présentes doit porter en marge le paraphe de chaque signataire. A défaut, il est réputé non écrit et inopposable à chacune des parties.

Le présent protocole entrera en vigueur à compter de sa signature par le représentant légal de VCT et par la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE, représentée par son Président dûment habilité à signer le présent protocole transactionnel par décision n° \_\_\_\_\_ du Bureau de la Communauté d'Agglomération en date du en date du XX 2020 ;

Fait à....., le.....

**1/ La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE (CASVL)** se substitue à la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR LOIRE DEVELOPPEMENT dans tous ses droits et obligations à la suite de l'arrêté du Préfet de Maine et Loire numéro DRCL/BSFL/2016-179 du 16 décembre 2016.

**2/ VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT, SAS** immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le n° 410 335 855 dont le siège social est 61 avenue Jules Quentin 92 000 NANTERRE et pris en son établissement sis Anjou Actiparc Saint Jean 2, rue Yves Constantin 49330 CHATEAUNEUF SUR SARTHE représentée par son représentant légal domicilié es-qualité audit siège.